

COMPTE-RENDU DU 8^{ÈME} SÉMINAIRE INTERNATIONAL SÉCURITÉ ET DÉFENSE EN MÉDITERRANÉE: NOUVEAUX SCÉNARIOS POUR LA COOPÉRATION

Eduard Soler i Lecha

Chercheur principal, CIDOB

Irene García

Assistant de recherche, CIDOB

INTRODUCTION

Le but de ce document est de faire la synthèse des exposés et des débats du VIII Séminaire International Sécurité et Défense en Méditerranée qui a eu lieu à Barcelone, le 26 octobre 2009. Ce séminaire, organisé tous les ans depuis 2002 par la Fondation CIDOB et le Ministère de la Défense d'Espagne, vise à renforcer la transparence et la confiance entre représentants gouvernementaux et experts, aussi bien civils que militaires, des deux rives de la Méditerranée.

Cette édition, tenue au Palais de Pedralbes, a analysé les nouveaux contextes de coopération en matière de sécurité et défense. Premièrement, une ouverture conceptuelle a été adressée en analysant le défi de la sécurité humaine dans le monde arabe. Deuxièmement, le rôle de la Méditerranée et du Moyen-Orient dans le dialogue transatlantique a été l'objet de débat en analysant la volonté de coordination aux deux rives de l'Atlantique et les répercussions dans la région méditerranéenne. Troisièmement, les groupes de travail ont débattu comment améliorer la coordination et l'implication de tous les pays de l'espace euro-méditerranéen dans des secteurs tels que la sécurité maritime, la protection civile et les missions de gestion de crises. Quatrièmement, et pour terminer, le séminaire a mis point final en regardant vers le futur immédiat, pour présenter comment la Présidence espagnole de l'UE (premier semestre de 2010) prépare l'agenda méditerranéen.

Le Séminaire a été inauguré par le président de CIDOB, M. Narcís Serra, qui a souligné que ces séminaires sont une invitation à l'analyse, la réflexion et l'action. M. Serra a reconnu que les débats en matière de sécurité en Méditerranée sont contaminés par le conflit israélo-arabe, mais qu'il est important de jeter les bases pour une coopération renforcée dans ce domaine. Ensuite, M. Luis Cuesta, Secrétaire général de politique de la défense, a souligné que ce forum est devenu un rendez-vous incontournable, que de nouvelles opportunités de coopération s'ouvrent en Méditerranée et qu'Espagne s'efforcera à impulser cet agenda dans les prochaines années, en réunissant, par exemple, les Ministres de la défense de l'UE et leurs homologues maghrébins. Le Secrétaire

d'état pour la politique de défense de Suède, M. Hakan Jevrell, a signalé qu'il est possible d'avancer dans les domaines spécifiques choisis pour ce séminaire : sécurité maritime, protection civile et missions de gestion de crises, tout en suggérant que certaines expériences réalisées dans la mer Baltique en matière de sécurité maritime pourraient être reprises dans la Méditerranée.

LA SÉCURITÉ HUMAINE

M. Narcís Serra a souligné que la sécurité humaine est devenue un vecteur décisif des travaux de CIDOB. Il a également exposé que la doctrine de sécurité humaine a été progressivement incorporée à l'approche de l'Union européenne, en citant l'exemple de l'inclusion de la responsabilité de protéger dans la dernière révision de la Stratégie européenne de sécurité de 2008.

M. Mustafa Kamel Al-Sayyid, expert égyptien en matière de développement, a prononcé une conférence sur le défi de la sécurité humaine dans le monde arabe. M. Al Sayyid a résumé les origines et les dimensions d'un concept plaçant la personne comme l'objectif primordial à protéger et basé sur la garantie de la survie et l'autonomie de l'individu. Il a signalé que le degré et le type d'insécurité subie par les citoyens varient d'un pays à l'autre. Tandis que dans certains cas, la menace peut venir de l'absence de produits essentiels pour la survie (un phénomène qui s'aggrave en général à cause de la dégradation de l'environnement), dans d'autres cas, la violence peut avoir son origine dans l'agression et l'occupation externe ou la répression exercée par des régimes autoritaires. M. Al-Sayyid a souligné que la manière de réconcilier la sécurité et le développement doit s'adapter aux réalités concrètes, tout en soulignant, en ce qui a trait au monde arabe, les conséquences négatives résultant des tentatives d'imposer la démocratie par la force, ainsi que la nécessité de compter sur les acteurs sociaux. Pour cet expert égyptien, avancer dans le domaine de la sécurité humaine constitue la meilleure garantie d'atteindre la paix et le développement pour la région, en rappelant que sans sécurité humaine il n'y a point de sécurité pour les états et que, tant que la sécurité de l'état est menacée, celle de ses citoyens le sera aussi.

UNE OPPORTUNITÉ DE COOPÉRATION TRANSATLANTIQUE

M. Carlos Westendorp, conseiller du Groupe de réflexion sur l'UE et avec une longue trajectoire diplomatique (ancien Ministre des affaires étrangères et ambassadeur à Washington) a modéré la table ronde au cours de laquelle des approches différentes sur la Méditerranée et le Moyen-Orient dans le dialogue transatlantique ont été présentées. Le conflit israélo-arabe et l'impact du changement politique aux Etats-Unis ont été le centre d'une partie importante des interventions.

M. Álvaro de Vasconcelos, Directeur de l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne, a ouvert son intervention avec une référence au pessimisme existant dans certaines visions européennes et américaines sur la politique extérieure, une politique toujours guidée par les intérêts

des plus puissants et où aucun élément ne semble être sur le point de changer. En revanche, d'après M. Vasconcelos, le facteur Obama montre que les choses peuvent changer. La perspective d'Obama est plus proche de la vision européenne, c'est-à-dire, les défis mondiaux sont perçus comme une voie pour rapprocher les personnes. À partir de cet exposé, M. Vasconcelos a proposé un multilatéralisme effectif, pour engendrer un système qui ne soit pas basé exclusivement sur l'équilibre classique de forces. Dans le monde dans lequel nous vivons, l'alliance entre deux puissances n'est pas suffisante. Nous avons besoin de l'autre et non pas en utilisant la force, mais plutôt la diplomatie, le compromis. Dans ce sens-là, M. Vasconcelos a rappelé l'importance capitale qu'Obama a accordée à la région méditerranéenne (extensive à Iran et Afghanistan), comme le prouve le fait qu'Obama ait décidé de faire son premier appel au président de l'Autorité Palestinienne, Mahmoud Abbas, ou de prononcer son premier discours au Caire.

M. Vasconcelos a souligné qu'aussi bien l'Europe que les États-Unis ont besoin l'une de l'autre. Pour les États-Unis, l'Europe est essentielle dans des questions comme le désarmement ou le soutien en Afghanistan. Pour l'Europe, les États-Unis ont une grande importance dans des matières comme le changement climatique, la politique de voisinage et le Moyen-Orient. M. Vasconcelos a conclu son intervention en soulignant que l'Administration Obama constitue une opportunité ; néanmoins, sa présidence ne sera pas éternelle et il ne peut pas agir tout seul. Au Moyen-Orient, l'Europe doit faire ce qu'Obama ne peut pas faire, par exemple, en établissant une coalition avec les pays arabes pour soutenir la politique étrangère d'Obama.

M. Brian Lisko, capitaine de frégate des États-Unis, a fait un exposé plus technique. Lors de son intervention, il a expliqué le fonctionnement de la garde côtière des États-Unis et son rôle dans le domaine de la sécurité maritime, de la sauvegarde maritime, de la mobilité maritime, de la protection des ressources naturelles et de la défense nationale. Il a souligné la capacité d'adaptation de ces forces pour agir au sein d'opérations aussi bien militaires que civiles. Il a également souligné leur capacité pour garantir l'application de la loi, un élément particulièrement important pour la pêche et la sécurité portuaire. D'autre part, il a fait bilan des opérations internationales menées dans la lutte contre le trafic de drogues ou le trafic illégal d'immigrants.

En ce qui concerne la Méditerranée, M. Lisko a signalé les initiatives lancées, y compris l'Institut de droit maritime international de l'Organisation maritime internationale (IMLI), le Forum de gardes-côtes de la Méditerranée ou l'Initiative de sécurité contre la prolifération. Finalement, M. Lisko a rappelé que les défis régionaux et mondiaux exigent la collaboration régionale et mondiale, et que les gardes-côtes, en raison de leur équipement et leurs capacités maritimes, jouent un rôle important dans cette tentative d'améliorer la stabilité régionale.

M. David Hacham, conseiller aux affaires arabes au Ministère de la défense d'Israël, a présenté un exposé visant à expliquer la politique étrangère de son pays par rapport à la Palestine. Parmi d'autres aspects, il a signalé que l'État d'Israël se montre favorable à l'acceptation de la solution de deux États, à entamer de négociations avec des représentants légaux et à parler sur les réfugiés d'après 1968, sur les implantations et sur Jérusalem

et il a rappelé qu'Israël s'était retiré de la bande de Gaza. Il a cependant souligné qu'à l'heure actuelle le principal obstacle à la paix n'est pas Israël mais les acteurs palestiniens et leurs fractures internes, certaines factions ayant des connexions internationales, tel que le prouveraient, à son avis, les liens entre Hamas et Iran.

En relation avec le dialogue transatlantique, M. Hacham a exposé que, pour Israël, les relations avec l'OTAN sont très importantes, étant conçues comme une plateforme pouvant fournir une réponse commune aux menaces et aux défis, et dans laquelle il s'est produit une convergence d'intérêts entre les deux parties. Cependant, M. Hacham a souligné que, malgré les décennies de coopération avec l'OTAN, il n'existe pas encore une coopération suffisante pour faire face aussi bien aux défis stratégiques qu'aux menaces représentées par Iran, le terrorisme et la prolifération dans la région. Pour terminer, et en relation avec les points précédents, M. Hacham a proposé des mesures pour améliorer la relation et la coopération entre l'OTAN et Israël. Pour ce faire, il est essentiel de procéder au transfert de connaissances et ne pas perdre de vue l'absence de stabilité politique dans la région, le renforcement de l'islamisme radical, le terrorisme, la menace potentielle pour les ressources pétrolières et les menaces qui ont un impact non seulement sur Israël mais aussi sur l'Union Européenne et l'OTAN.

M. Yilmaz Aklar, chercheur du *think-tank* turc TEPAV, a révisé les questions qui suscitent un grand intérêt pour la coopération transatlantique, tels que les scènes régionales et mondiales, les menaces et les risques, le triangle Nations Unies, OTAN et Politique européenne de sécurité et défense, la perception de la nouvelle Administration américaine et de l'Europe au bassin méditerranéen, l'importance et le rôle de la Turquie dans les relations transatlantiques et la sécurité en Méditerranée. M. Aklar a envisagé un exercice prospectif avec une perspective de dix ans. De cette analyse découle l'importance de renforcer la structure des relations transatlantiques afin d'atteindre un monde de paix et de sécurité.

En ce qui concerne la Turquie, il a demandé aux leaders européens d'être plus sincères et prédictifs pour ce qui a trait à l'inclusion de Turquie dans leurs structures. La large expérience et le positionnement clé de la Turquie en Méditerranée et au Moyen-Orient ne doivent pas être ignorés, et la laisser de côté ne conduira pas à des résultats positifs. À l'horizon 2020, sa perception a été optimiste, en visualisant une Turquie qui met l'accent et a consolidé les valeurs démocratiques, les libertés et l'État de droit, une Turquie qui a entrepris la voie vers la modernité. En ce qui concerne les relations entre la Turquie et les Etats-Unis, il a conseillé de remplacer la relation actuelle de « donner et prendre » par une relation basée sur une coopération plus productive. Pour terminer son intervention, M. Aklar a signalé, comme éléments à considérer, la configuration de l'Asie en tant que nouveau centre de gravité et le rôle stratégique que l'énergie, un facteur de plus en plus important, est en train d'assumer.

M. John Bell, directeur du programme Moyen-Orient du Centre international de Tolède pour la paix et ancien diplomate aux Nations Unies et au Canada, a centré son intervention sur le Moyen-Orient. Il a commencé sa présentation en lançant la proposition d'une troisième force de stabilisation au Moyen-Orient, nécessaire car il existe des États fragiles

dans cette région. Deuxièmement, il a rappelé que nous nous trouvons actuellement face à de nouvelles conditions politiques dans lesquelles la marge d'erreur est énorme, comme le prouve la situation délicate à Jérusalem. Pour terminer, il a signalé que l'Europe devrait exercer un rôle de plus grande responsabilité.

Contrairement à M. Hacham, M. Bell a soutenu que l'OTAN ne devrait pas être le parapluie de la protection des parties, mais que celle-ci devrait se produire à travers un accord entre les parties (condition *sine qua non* au Moyen-Orient), où même les acteurs non étatiques seraient impliqués. Finalement, en faisant une projection vers le futur, M. Bell a également insisté sur l'idée de parier pour un multilatéralisme effectif, avec une plus grande participation des Etats-Unis sur le Golan et une plus grande participation européenne à Gaza. A partir de cette scène, il considère que la Turquie peut jouer un rôle clé, que l'Europe devrait intensifier son implication dans la région et qu'Obama, dont les intentions sont bonnes, devrait réexaminer certains aspects de sa politique extérieure.

COOPÉRATION SECTORIALE

Les participants au séminaire se sont divisés en trois groupes de travail pour discuter sur les possibilités de collaboration dans des domaines spécifiques, tels que la sécurité maritime, la protection civile et les missions de gestion de crises. Dans chacun de ces groupes nous avons pu compter sur des acteurs qui ont ou qui ont eu des responsabilités importantes dans ces domaines, ainsi que sur des experts de prestige. Les discussions au sein de chacun des groupes de travail se sont déroulées en suivant les normes de « Chatham House » et, par conséquent, les conclusions seulement rapportent ce que les modérateurs des groupes ont fait en séance plénière.

Le groupe de sécurité maritime a souligné l'importance de la mer comme facteur stratégique. Ce groupe de travail a soutenu de manière consensuelle l'importance de chercher une solution régionale et non pas fonctionnelle pour faire face aux défis en matière de sécurité maritime. Parmi ces problèmes, le risque de développement de la piraterie et la fonction extrêmement importante que les forces navales peuvent avoir ont été soulignés. D'autre part, l'accent a été mis sur la nécessité d'améliorer la coopération et la capacité de faire face aux problèmes et aux défis communs. Il a également été signalé qu'il est indispensable de partager l'information et de se consacrer pleinement à la rive sud de la Méditerranée. Finalement, tout en considérant que l'Union pour la Méditerranée pourrait représenter un espace pour la coopération en matière de sécurité maritime, il a également été souligné qu'il convient d'observer attentivement les actions que l'UE peut développer, ainsi que l'application du Traité de Lisbonne.

Pour sa part, le groupe de protection civile a souligné la nécessité de renforcer la coopération aussi bien pour des raisons objectives que pour des raisons subjectives. Les éléments de vulnérabilité face aux désastres naturels de tout type auxquels sont exposés les pays du bassin méditerranéen ont été signalés comme raisons objectives. Parmi les raisons subjectives, l'importance de la coopération comme mécanisme

pour exporter la confiance et la stabilité a été mise en relief. Il a aussi été souligné que les projets en matière de protection civile existent et qu'ils prêtent une attention croissante à la prévention. Cependant, il existe encore la nécessité de promouvoir la coopération avec des dynamiques de travail en commun. D'autre part, le financement doit être consolidé et une certaine harmonisation du concept de protection civile, associé encore dans certains pays au concept de guerre, est nécessaire. Finalement, ce groupe a souligné que les forces armées jouent un rôle instrumental dans le domaine de la protection civile, dans la prévention et dans la réhabilitation après le conflit.

En ce qui concerne le groupe de missions de gestion de crises, celui-ci a rappelé que, dans le domaine de la Méditerranée, il y a des expériences comme FINUL qui nous permettent de tirer des conclusions. Des éléments plus récents, également, comme la convergence euro-atlantique, le lancement de l'UpM ou le développement de la PESD ont un impact sur la définition et la mise en marche de missions de gestion de crise. Pour conclure, le groupe a établi qu'il est trop tôt pour générer une coopération vaste en matière de missions de gestion de crises. L'absence de coopération des pays du Sud dans le contexte UE-OTAN, le fait que ni les pays de la rive sud ni les pays de l'UE n'aient pas été à la tête d'aucun projet d'une certaine envergure ont été soulignés, ainsi que la nécessité de récupérer le domaine de l'OSCE et l'importance de profiter des nouvelles portes pour agir à partir d'une perspective pragmatique afin de trouver une solution au conflit israélo-arabe.

CONCLUSIONS : HORIZON 2010

Une fois les exposés et les groupes de travail terminés, le Séminaire a été clôturé avec une table de conclusions. M. Ballesteros, directeur de l'Institut Espagnol d'Études Stratégiques, est intervenu comme modérateur. Son intervention a versé sur l'importance de la Méditerranée, espace présentant des risques et des menaces incontestables, tels que le crime organisé ou le terrorisme, et dont les solutions dépendent de l'intégration Est-Ouest et Nord-Sud ; des solutions qui ne présentent pas nécessairement des points coïncidents. Il a cité à titre d'exemple l'initiative 5+5 ou le Dialogue méditerranéen de l'OTAN. M. Ballesteros a signalé que ces initiatives représentent des forums de coopération complémentaires qui facilitent la compréhension et la collaboration.

M. Eduard Soler, coordinateur du Programme Méditerranée et Moyen-Orient du CIDOB, a exposé que le séminaire a permis de vérifier la centralité du conflit israélo-arabe lorsque de nouvelles scènes de coopération en matière de sécurité dans le bassin méditerranéen sont envisagées. Malgré tout, M. Soler a soutenu que, face au futur, de nouvelles opportunités sont ouvertes pour une coopération transatlantique plus puissante qui tienne compte également des visions et des priorités des nouvelles puissances émergentes. Il a souligné l'existence d'une demande pour une Europe plus présente dans de nombreux domaines, y compris celui de la sécurité. Il a souligné, également, qu'un aspect répété tout au long de ce séminaire est le rôle croissant de la Turquie, aussi bien sur le plan transatlantique qu'en ce qui concerne l'évolution au Moyen-Orient.

Finalement, M. Fidel Sendagorta, Directeur général pour la Méditerranée, le Maghreb et le Prochain Orient, du Ministère des affaires étrangères et de la coopération, a fermé le séminaire avec une analyse de la situation actuelle et une projection vers la présidence espagnole de l'UE. Le bilan n'a pas été prometteur, en rappelant que nous avons commencé cette année avec la crise de Gaza et la paralysie résultante de l'UpM jusqu'à presque la fin du printemps et que, même maintenant, de graves difficultés persistent.

M. Sendagorta a aussi signalé l'importance du conflit israélo-arabe comme facteur de déstabilisation et il a fait remarquer que si quelqu'un a jamais cru à une dépolitisation du partenariat euro-méditerranéen, cela n'était que le produit d'une illusion. Pour cette raison il existe aujourd'hui une plus grande pression et une plus grande conviction sur le fait que, si nous laissons passer maintenant une solution au conflit israélo-arabe, demain ce sera peut-être trop tard. L'UpM pourrait quand même être un atout important pour récupérer un dialogue dans la dimension régionale. En ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, M. Sendagorta a signalé, outre le conflit israélo-arabe déjà mentionné, la question nucléaire en Iran, le retour à la souveraineté pleine en Iraq, la résolution de l'isolement international de la Syrie, la stabilisation du Liban et le repositionnement diplomatique de Turquie. M. Sendagorta a également mentionné le nouveau facteur externe, c'est-à-dire, l'Administration Obama et sa nouvelle relation avec le monde arabe. Il a souligné que, bien qu'il n'ait pas eu de résultat tangible avec ses premières tentatives de négociation, il est fermement déterminé à avancer vers la paix dans la région.

Face à toutes ces questions, la Présidence espagnole de l'UE se présente comme une contribution à la paix, la stabilité et le dialogue. L'Espagne travaillera pour que les conversations de paix soient reprises et pour que la réforme institutionnelle de l'UpM soit consolidée. Finalement, il a parcouru les priorités de l'agenda mondial qui peuvent trouver une traduction en Méditerranée. Parmi d'autres thèmes, il a fait référence à la crise économique et au changement climatique, présentant des questions d'une importance capitale comme la décontamination de la mer Méditerranée, l'économie durable et la correcte gestion de l'eau.